



Groupe Minier Impérial Ltée.
États financiers pour les exercices terminés
les 31 août 2023 et 2022
(En dollars Canadiens)

Imperial Mining Group Ltd.
Financial Statements for the years ended
August 31, 2023 and 2022
(In Canadian dollars)

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	3 - 10
États de la situation financière	11
États du résultat global	12
États des variations des capitaux propres	13 - 14
Tableaux des flux de trésorerie	15
Notes complémentaires aux états financiers	16 - 35

Table of contents

Independent Auditor's report
Statements of Financial Position
Statements of Loss and Comprehensive Loss
Statements of changes in equity
Statements of cash flow
Notes to Financial Statements

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Groupe Minier Impérial Ltée

Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H3B 4L8

T 514 878-2691

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la société Groupe Minier Impérial Ltée (ci-après « la société »), qui comprennent les états de la situation financière aux 31 août 2023 et 2022 et les états du résultat global, les états des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 août 2023 et 2022 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Incertitude significative liée à la continuité de l'exploitation

Nous attirons l'attention sur la note 1 des états financiers, qui indique l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la

période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Exception faite de la question décrite dans la section « Incertitude significative liée à la continuité de l'exploitation », nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune autre question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui

pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée: ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Karine Desrochers.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Montréal
Le 12 décembre 2023

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A127023

Independent Auditor's Report

Raymond Chabot
Grant Thornton LLP
Suite 2000
National Bank Tower
600 De La Gauchetière Street West
Montréal, Quebec
H3B 4L8

T 514-878-2691

To the Shareholders of
Imperial Mining Group Ltd.

Opinion

We have audited the financial statements of Imperial Mining Group Ltd. (hereafter "the Company"), which comprise the statements of financial position as at August 31, 2023 and 2022, and the statements of loss and comprehensive loss, the statements of changes in equity and the statements of cash flows for the years then ended, and notes to financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Company as at August 31, 2023 and 2022, and its financial performance and its cash flows for the years then ended in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

Basis for opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the "Auditor's responsibilities for the audit of the financial statements" section of our report. We are independent of the Company in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Material uncertainty related to going concern

We draw attention to Note 1 to the financial statements, which indicates the existence of a material uncertainty that may cast significant doubt about the Company's ability to continue as a going concern. Our opinion is not modified in respect of this matter.

Key audit matters

Key audit matters are those matters that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the financial statements of the current period. These matters were addressed in the context of our audit of the financial statements as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on these matters. Except for the matter described in the "Material uncertainty related to going

concern" section, we have determined that there are no other key audit matters to communicate in our report.

Information other than the financial statements and the auditor's report thereon

Management is responsible for the other information. The other information comprises the information included in Management's Discussion and Analysis.

Our opinion on the financial statements does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon. In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information identified above and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated.

We obtained Management's Discussion and Analysis prior to the date of this auditor's report. If, based on the work we have performed on this information, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact in this auditor's report. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of management and those charged with governance for the financial statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS), and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Company or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Company's financial reporting process.

Auditor's responsibilities for the audit of the financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Company's internal control;
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management;
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern;
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide those charged with governance with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

From the matters communicated with those charged with governance, we determine those matters that were of most significance in the audit of the financial statements of the current period and are, therefore, the key audit matters. We describe these matters in our auditor's report unless law or regulation precludes public disclosure about the matter or when, in extremely rare circumstances, we determine that a matter should not be communicated in our report because the adverse consequences of doing so would reasonably be expected to outweigh the public interest benefits of such communication.

The engagement partner on the audit resulting in this independent auditor's report is Karine Desrochers.

Raymond Chabot Grant Thornton LLP¹

Montréal
December 12, 2023

¹ CPA auditor, public accountancy permit no. A127023

Groupe Minier Impérial Ltée.
États de la situation financière
 Au 31 août 2023 et 2022
 (En dollars canadiens)

Imperial Mining Group Ltd.
Statements of financial position
 As at August 31, 2023 and 2022
 (In Canadian dollars)

		2023	2022	
	Notes	\$	\$	
ACTIF				ASSETS
COURANT				CURRENT
Trésorerie		1 695 016	1 953 338	Cash
Taxes de vente à recevoir		63 244	322 342	Sales taxes receivable
Subventions à recevoir		147 213	54 500	Grants receivable
Charges payées d'avance		50 965	73 601	Prepaid expenses
		1 956 438	2 403 781	
NON COURANT				NON-CURRENT
Immobilisations		2 003	753	Property and equipment
Actifs d'exploration et d'évaluation	4	10 942 661	10 010 653	Exploration and evaluation assets
Total de l'actif		12 901 102	12 415 187	Total assets
PASSIF				LIABILITIES
COURANT				CURRENT
Comptes créditeurs et charges à payer		379 108	964 172	Accounts payable and accrued liabilities
Autres passifs		115 996	320 804	Other liabilities
Prêt	5	-	7 577	Loan
Total du passif		495 104	1 292 553	Total liabilities
CAPITAUX PROPRES				EQUITY
Capital actions	6	15 650 302	13 880 640	Share capital
Bons de souscription	6	1 242 767	1 705 941	Warrants
Surplus d'apport		3 041 892	1 845 708	Contributed surplus
Déficit		(7 528 963)	(6 309 655)	Deficit
Total des capitaux propres		12 405 998	11 122 634	Total equity
Total du passif et des capitaux propres		12 901 102	12 415 187	Total liabilities and equity

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Groupe Minier Impérial Ltée.
États du résultat global
 Pour les exercices terminés les 31 août 2023 et 2022
 (En dollars canadiens)

Imperial Mining Group Ltd.
Statements of Loss and Comprehensive Loss
 For the years ended August 31, 2023 and 2022
 (In Canadian dollars)

		2023	2022	
	Notes	\$	\$	
DÉPENSES				EXPENSES
Honoraires professionnels		218 847	119 822	Professional fees
Honoraires de consultation		521 383	685 568	Consulting fees
Inscription, frais réglementaires et information des actionnaires		78 346	91 106	Registration, listing fees and shareholder's information
Salaires et charges sociales		22 970	-	Salaries and benefits
Amortissement des immobilisations corporelles		781	3 104	Depreciation of property and equipment
Paiements fondés sur des actions	7	201 442	293 304	Share-based payments
Autres charges opérationnelles		248 830	274 162	Other operating expenses
Indemnité de départ		375 000	-	Severance payment
Subventions		(57 223)	(13 415)	Grants
Revenus d'intérêt		(12 846)	(3 976)	Interest revenues
Perte avant impôt		(1 597 530)	(1 449 675)	Loss before tax
Recouvrement d'impôt différé	9	378 222	630 416	Deferred income tax recovery
Perte nette et résultat global		(1 219 308)	(819 259)	Net loss and comprehensive loss
Résultat de base et dilué par action		(0,006)	(0,005)	Basic and diluted loss per share
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		187 851 252	160 415 512	Weighted average number of shares outstanding

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Groupe Minier Impérial Ltée.
États des variations des capitaux propres
 Pour les exercices terminés les 31 août 2023 et 2022
 (En dollars canadiens)

Imperial Mining Group Ltd.
Statements of changes in equity
 For the years ended August 31, 2023 and 2022
 (In Canadian dollars)

	Notes	Nombre / Number	Capital actions / Share capital \$	Bons de souscription / Warrants \$	Surplus d'apport / Contributed surplus \$	Déficit / Deficit \$	Total des capitaux propres / Total equity \$	
Solde au 1er septembre 2022		179 310 964	13 880 640	1 705 941	1 845 708	(6 309 655)	11 122 634	Balance as of September 1, 2022
Actions émises dans le cadre de placements privés accreditifs	6.1	5 670 708	530 364	-	-	-	530 364	Units issued under flow-through private placements
Unités émises dans le cadre de placements privés	6.1	21 191 154	1 395 293	511 911	-	-	1 907 204	Units issued under private placements
Bons de souscription expirés	6.2	-	-	(975 085)	975 085	-	-	Warrants exercised
Paiements fondés sur des actions	7	-	-	-	201 442	-	201 442	Share-based payments
Frais d'émission d'actions	6.1	-	(155 995)	-	19 657	-	(136 338)	Share issuance expenses
Transactions avec les propriétaires		26 861 862	1 769 662	(463 174)	1 196 184	-	2 502 672	Transaction with owners
Perte nette et résultat global de l'exercice		-	-	-	-	(1 219 308)	(1 219 308)	Comprehensive loss for the year
Solde au 31 août 2023		206 172 826	15 650 302	1 242 767	3 041 892	(7 528 963)	12 405 998	Balance as of August 31, 2023

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Groupe Minier Impérial Ltée.
États des variations des capitaux propres
 Pour les exercices terminés les 31 août 2023 et 2022
 (En dollars canadiens)

Imperial Mining Group Ltd.
Statements of changes in equity
 For the years ended August 31, 2023 and 2022
 (In Canadian dollars)

	Notes	Nombre / Number	Capital actions / Share capital	Bons de souscription / Warrants	Surplus d'apport / Contributed surplus	Déficit / Deficit	Total des capitaux propres / Total equity	
			\$	\$	\$	\$	\$	
Solde au 1er septembre 2021		138 129 416	9 615 580	1 628 630	1 552 940	(5 490 396)	7 306 754	Balance as of September 1, 2021
Actions émises dans le cadre de placements privés accreditifs	6.1	14 634 148	2 048 780	-	-	-	2 048 780	Shares issued under flow-through private placements
Unités émises dans le cadre de placements privés	6.1	8 976 666	905 347	441 153	-	-	1 346 500	Units issued under private placements
Bons de souscription exercés	6.2	17 167 723	1 337 318	(358 842)	-	-	978 476	Warrants exercised
Bons aux courtiers exercés	6.3	203 011	25 301	(5 000)	-	-	20 301	Brokers warrants exercised
Paiements fondés sur des actions	7	-	-	-	293 304	-	293 304	Share-based payments
Options exercées	7	200 000	20 000	-	(8 000)	-	12 000	Options exercised
Frais d'émission d'actions	6.1	-	(71 686)	-	7 464	-	(64 222)	Share issuance expenses
Transactions avec les propriétaires		41 181 548	4 265 060	77 311	292 768	-	4 635 139	Transaction with owners
Perte nette et résultat global de l'exercice		-	-	-	-	(819 259)	(819 259)	Comprehensive loss for the year
Solde au 31 août 2022		179 310 964	13 880 640	1 705 941	1 845 708	(6 309 655)	11 122 634	Balance as of August 31, 2022

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Groupe Minier Impérial Ltée.
Tableaux des flux de trésorerie
Pour les exercices terminés les 31 août 2023 et 2022
(En dollars canadiens)

Imperial Mining Group Ltd.
Statements of cash flow
For the years ended August 31, 2023 and 2022
(In Canadian dollars)

		2023	2022	
	Notes	\$	\$	
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				OPERATING ACTIVITIES
Perte nette		(1 219 308)	(819 259)	Net loss
Recouvrement impôt différés		(378 222)	(630 416)	Deferred tax recovery
Amortissement des immobilisations corporelles		781	3 104	Depreciation of property and equipment
Paielements fondés sur des actions	7	201 442	293 304	Share-based payments
Intérêts présumés sur le prêt		4 645	-	Presumed interest on loan
Variation nette fonds de roulement	10	627 361	18 842	Net change in non-cash operating working capital items
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(763 301)	(1 134 425)	Cash flows used in operating activities
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				INVESTING ACTIVITIES
Subventions		278 266	236 350	Grants
Encaissement des crédits miniers		536 842	469 280	Mining tax credits
Acquisition d'immobilisations corporelles		(2 031)	-	Additions to property and equipment
Acquisition d'actifs d'exploration et d'évaluation		(2 770 520)	(3 398 855)	Additions to exploration and evaluation assets
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(1 957 443)	(2 693 225)	Cash flows used in investing activities
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				INVESTING ACTIVITIES
Remboursement du prêt		(12 222)	(13 334)	Loan repayment
Émissions d'unités dans le cadre de placements privés		1 907 204	1 346 500	Issuance of units under private placements
Émissions d'actions accréditatives dans le cadre de placements privés		703 778	3 000 000	Issuance of flow-through shares under private placements
Exercice d'options		-	12 000	Options exercised
Exercice de bons aux courtiers		-	20 301	Brokers warrants exercised
Exercice de bons de souscription		-	978 476	Warrants exercised
Frais d'émission d'actions		(136 338)	(64 222)	Share issuance expenses
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		2 462 422	5 279 721	Cash flows used in financing activities
Variation nette de la trésorerie		(258 322)	1 452 071	Net change in cash
Trésorerie au début de l'exercice		1 953 338	501 267	Cash, beginning of the year
Trésorerie à la fin de l'exercice		1 695 016	1 953 338	Cash, end of the year

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

1. NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Groupe Minier Impérial Ltée. (ci-après la « Société ») se spécialise dans l'exploration pour l'or, métaux de base et métaux technologiques dans des sites miniers situés au Canada.

Les états financiers ont été établis sur une base de continuité d'exploitation laquelle prévoit que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Le fonds de roulement de la Société est de 1 461 334 \$ (1 111 228 \$ au 31 août 2022), mais étant donné que la Société n'a pas encore débuté le développement d'une de ses propriétés, elle n'a pas généré de revenus ni de flux de trésorerie de son exploitation et a cumulé un déficit de 7 528 963 \$ (6 309 655 \$ au 31 août 2022).

En se basant sur toute l'information disponible à propos du futur, incluant au moins, mais sans s'y limiter, les douze prochains mois, la direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour respecter les obligations, les dépenses budgétées et les engagements de la Société jusqu'au 31 août 2024. La Société devra obtenir du financement supplémentaire au cours des 6 à 12 prochains mois, et ces faits jettent un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités.

La capacité de la Société à poursuivre son exploitation et à financer ses activités sera fonction de la capacité de la direction à réunir des fonds supplémentaires à l'avenir, sous une forme ou une autre, que ce soit par l'émission d'instruments d'emprunt ou de capitaux propres, par une réduction des dépenses ou par une combinaison de partenariats stratégiques. Bien que la direction ait réussi à trouver du financement par le passé, rien ne garantit qu'elle soit à nouveau en mesure d'y parvenir à l'avenir ni que ces sources de financement ou ces initiatives soient accessibles ou qu'elles le seront à des conditions acceptables pour la Société.

Les états financiers n'ont pas subi les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter aux valeurs comptables des actifs et passifs aux produits et aux charges présentés et au classement utilisé dans l'état de la situation financière si l'hypothèse de continuité d'exploitation ne convenait pas. Ces ajustements pourraient être importants.

2. GÉNÉRALITÉS ET CONFORMITÉ AUX IFRS

Les états financiers ont été établis conformément aux normes internationales d'informations financières ("IFRS").

Groupe Minier Impérial Ltée. est constituée en vertu de la *Loi Canadienne sur les sociétés par action*. Le siège social, qui est aussi l'établissement principal, est situé au 410 rue Saint-Nicolas, bureau 236, Montréal, Québec, Canada. Les actions de la société sont cotées à la Bourse de croissance TSX.

Les états financiers de l'exercice de présentation de l'information financière terminé le 31 août 2023 ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 12 décembre 2023.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Généralités et base d'évaluation

Les états financiers ont été préparés selon les méthodes comptables énoncées par les IFRS en vigueur à la fin de l'exercice de présentation de l'information financière (31 août 2023). Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers sont résumées ci-dessous.

Les présents états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique.

1. NATURE OF OPERATIONS AND GOING CONCERN ASSUMPTION

Imperial Mining Group Ltd. (herein after the "Company") specialize in mining exploration for gold, base metal and technology metal mining sites located in Canada.

The financial statements have been prepared on the basis of going concern assumption, meaning the Company will be able to realize its assets and discharge its liabilities in the normal course of operations.

The Company has a working capital of \$1,461,334 (\$1,111,228 as at August 31, 2022) but given that the Company has not yet begun the development of one of its properties, it has not generated income nor cash flows from its operations and has a deficit of \$7,528,963 (\$6,309,655 as at August 31, 2022).

Based on all available information about the future, which includes at least, but not limited to, the next twelve months, management believes that these funds will not be sufficient to meet the Company's obligations, budgeted expenditures and commitments through August 31, 2024. The Company will need to raise additional financing within the next 6-12 months, and those facts cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern.

The Company's ability to continue future operations and fund its activities is dependent on management's ability to secure additional financing in the future, which may be completed in a number of ways including, but not limited to, the issuance of debt or equity instruments, expenditure reductions, or a combination of strategic partnerships. While management has been successful in securing financing in the past, there can be no assurance it will be able to do so in the future or that these sources of funding or initiatives will be available for the Company or that they will be available on terms which are acceptable to the Company.

The carrying amounts of assets, liabilities, revenues and expenses presented in the financial statements and the classification used in the statement of financial position have not been adjusted as would be required if the going concern assumption was not appropriate. Those adjustments could be material.

2. GENERAL INFORMATION AND STATEMENT OF COMPLIANCE WITH IFRS

The financial statements have been prepared in accordance with the International Financial Reporting Standards ("IFRS").

Imperial Mining Group Ltd. Is incorporated under the *Canada Business Corporation act*. The address of the Company's registered office and its principal place of business is 410 Saint-Nicolas street, suite 236, Montreal, Quebec, Canada. The Company's shares are listed on the TSX Venture Exchange.

The financial statements for the reporting year ended August 31, 2023 were approved and authorized for issue by the Board of Directors on December 12, 2023.

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

3.1 Overall considerations and Basis of evaluation

The financial statements have been prepared using accounting policies set out by IFRS effective at the end of the year for submission of financial information (August 31, 2023). The significant accounting policies used in preparing these financial statements are summarized below.

These financial statements are prepared using the historical cost method.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

3.2 Normes, modifications et interprétations de normes publiées qui ne sont pas encore en vigueur et qui n'ont pas été adoptées de façon anticipée par la Société

À la date d'autorisation de ces états financiers, plusieurs nouvelles normes, modifications apportées à des normes existantes et interprétations avaient été publiées par l'IASB, mais n'étaient pas encore en vigueur. La Société n'a adopté aucune de ces normes, modifications et interprétations de façon anticipée.

La direction prévoit que l'ensemble des prises de positions sera adopté au cours de la première période débutant à compter de la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. Les nouvelles normes, modifications et interprétations qui n'ont pas été adoptées par anticipation au cours de la période n'ont pas été présentées car elles ne sont pas susceptibles d'avoir une incidence significative sur les états financiers de la Société.

3.3 Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers sont présentés en devise canadienne, qui est également la monnaie fonctionnelle de la Société.

3.4 Crédit d'impôt relatif aux ressources et crédit de droits miniers

La Société a droit à des crédits d'impôt remboursables sur les dépenses d'exploration et d'évaluation admissibles engagées et à des crédits de droits miniers remboursables selon la loi sur l'impôt minier. Ces crédits d'impôt sont comptabilisés en fonction des estimations de la direction et à condition que la Société soit raisonnablement assurée qu'ils seront encaissés. Les crédits d'impôt sont portés en réduction des frais d'exploration et d'évaluation reportés.

3.5 Comptabilisation des subventions

Une aide et une subvention gouvernementale sont reconnues lorsqu'il y a une assurance raisonnable que (i) la Société a respecté toutes les conditions applicables et (ii) l'argent sera reçu.

Une subvention liée à un actif est portée en déduction de l'actif. Une subvention liée aux charges est présentée à titre d'autres produits à l'état du résultat global.

3.6 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages sont transférés.

Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, résilié, annulé ou expiré.

Classement et évaluation initiale des actifs financiers

Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur, ajustée des coûts de transaction (le cas échéant).

Les actifs financiers sont classés dans les catégories suivantes :

- Coût amorti
- Juste valeur par le biais du résultat net
- Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Au cours des périodes présentées, la Société n'a aucun actif financier classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ou des autres éléments du résultat global.

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

3.2 Standards, amendments and interpretations to existing standards that are not yet effective and which have not been adopted early by the Company

At the date of authorization of these financial statements, several new standards, amendments to existing standards and interpretations had been issued by the IASB but were not yet in effect. The Company has not adopted any of these standards, amendments and interpretations in advance.

Management expects that all positions will be adopted during the first period starting from the date of entry into force of each position statement. New standards, amendments and interpretations that have not been adopted early during the period have not been presented since they are not likely to have a material impact on the Company's financial statements.

3.3 Functional and presentation Currency

The financial statements are presented in Canadian dollars, which is also the functional currency of the Company.

3.4 Tax Credit Related to Resources and Mining Tax Credit

The Company is entitled to refundable tax credits on eligible exploration expenses incurred and to refundable mining rights tax credits as duties under the law on the mining tax. These tax credits are recorded based on management's estimates and provided that the Company is reasonably certain that they will be collected. Tax credits are recorded as a reduction of the deferred exploration and evaluation expenses.

3.5 Recognition of grants

A government assistance and grant is recognized when there is reasonable assurance that (i) the Company has complied with all applicable conditions and (ii) the money will be received.

A grant related to assets is accounted for as a reduction of the related assets. A grant related to expenses is presented as other income in the statement of comprehensive loss.

3.6 Financial Instruments

Financial assets and financial liabilities are recognized when the Company becomes a party to the contractual provisions of the financial instrument.

Financial assets are derecognized when the contractual rights to cash flows from the financial asset expire, or when the financial asset and all risks and rewards are transferred.

A financial liability is derecognized when it is extinguished, discharged, cancelled or expired.

Classification and initial measurement of financial assets

Financial assets are initially measured at fair value adjusted for transaction costs (if any).

Financial assets are classified into the following categories:

- Amortised cost
- Fair value through profit or loss
- Fair value through other comprehensive income

In the periods presented the Company does not have any financial assets categorised as fair value through profit and loss or other comprehensive income.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

3.6 Instruments financiers (suite)

Le classement est déterminé à la fois par :

- Modèle d'entreprise de l'entité pour la gestion de l'actif financier.
- Les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Tous les produits et charges liés aux actifs financiers qui sont comptabilisés en résultat net sont présentés dans les charges financières, les produits financiers.

Évaluation ultérieure des actifs financiers

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont évalués au coût amorti s'ils remplissent les conditions suivantes :

- Ils sont détenus dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir les actifs financiers et de collecter ses flux de trésorerie contractuels.
- Les conditions contractuelles des actifs financiers donnent lieu à des flux de trésorerie constitués uniquement de paiements de principal et d'intérêts du principal restant dû.

Après la comptabilisation initiale, ceux-ci sont évalués au coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs. L'actualisation est omise lorsque l'effet de l'actualisation est non significatif. La trésorerie entre dans cette catégorie d'instruments financiers.

Dépréciation d'actifs financiers

Les exigences de dépréciation d'IFRS 9 utilisent des d'informations prospectives pour comptabiliser les pertes de crédit attendues, à savoir le modèle de perte de crédit attendues. La Société prend en compte un large éventail d'informations lors de l'évaluation des pertes de crédit attendues, y compris les événements passés, les conditions actuelles, ainsi que des prévisions raisonnables et justifiables qui affectent la recouvrabilité attendue des flux de trésorerie futurs de l'instrument.

Classification et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers de la société comprennent les comptes créditeurs, les charges à payer et le prêt. Les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur et, le cas échéant, ajustés pour tenir compte des coûts de transaction, sauf si la Société a désigné un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net. Par la suite, les passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Toutes les charges liées aux intérêts sont incluses dans les charges financières ou les produits financiers.

3.7 Capitaux propres

Le capital-actions représente le montant reçu à l'émission des actions. Si les actions sont émises à la suite d'exercice d'options sur actions ou de bons de souscription, ce poste comprend également la charge antérieurement comptabilisée aux postes Surplus d'apport et Bons de souscription. De plus, si les actions sont émises dans le cadre d'une acquisition de propriété minière ou de tout autre actif non monétaire, les actions sont mesurées à leur juste valeur en fonction du cours de la Bourse le jour où l'entente est conclue.

Instruments de capitaux propres composés

Les instruments de capitaux propres composés comprennent plusieurs éléments de capitaux propres. Les instruments de capitaux propres composés que la Société émet correspondent à l'émission d'actions assorties de bons de souscription.

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

3.6 Financial Instruments (continued)

The classification is determined by both:

- The entity's business model for managing the financial asset
- The contractual cash flow characteristics of the financial asset.

All income and expenses relating to financial assets that are recognized in profit or loss are presented within the financial costs, financial income or other financial items.

Subsequent measurement of financial assets

Financial assets measured at amortised cost

Financial assets are measured at amortised cost if the assets meet the following conditions:

- They are held within a business model whose objective is to hold the financial assets and collect its contractual cash flows.
- The contractual terms of the financial assets give rise to cash flows that are solely payments of principal and interest in the principal amount outstanding.

After initial recognition, these are measured at amortised cost using the effective interest method. Discounting is omitted where the effect of discounting is immaterial. The Company's cash fall into this category of financial instruments.

Impairment of financial assets

IFRS 9's impairment requirements use of information to recognise expected credit losses – the 'expected credit loss (ECL) model'. The Company considers a broader range of information when assessing credit risk and measuring expected credit losses, including past events, current conditions, reasonable and supportable forecasts that affect the expected collectability of the future cash flows of the instrument.

Classification and measurement of financial liabilities

The Company's financial liabilities include Accounts payable, accrued liabilities and the loan. Financial liabilities are initially measured at fair value, and, where applicable, adjusted for transaction costs unless the Company designated a financial liability at fair value through profit or loss. Subsequently, financial liabilities are measured at amortized cost using the effective interest method. All interest-related charges are included within finance costs or finance income.

3.7 Equity

Share capital represents the amount received on the issue of shares. If shares are issued when options are exercised, the share capital account also comprises the costs previously recorded as contributed surplus and warrants. In addition, if shares were issued as consideration for the acquisition of a mineral property or some other form of non-monetary assets, they were measured at their fair value according to the quoted price on the day immediately preceding the conclusion of the agreement.

Compound equity instruments

Compound equity instruments include several elements of equity. Compound equity instruments which the Company issue are shares with warrants.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

3.7 Capitaux propres (suite)

Les produits des émissions d'unités sont répartis entre les actions et les bons de souscription émis au moyen de la méthode des justes valeurs relatives. Les produits sont imputés aux actions et aux bons de souscription en fonction du poids relatif de la juste valeur de chaque composante. La juste valeur des actions est déterminée en fonction du cours de la Bourse et celle des bons de souscription en utilisant le modèle d'évaluation Black et Scholes.

Actions accréditives

La Société considère qu'une émission d'actions accréditives constitue en substance une émission d'actions ordinaires et la vente d'un droit à des déductions fiscales au profit des investisseurs. La vente du droit aux déductions fiscales est évaluée au moyen de la méthode des valeurs résiduelles. Au moment où les actions accréditives sont émises, la vente de déductions fiscales est différée et présentée comme autre passif dans l'état de la situation financière. Lorsque les dépenses admissibles sont engagées (dans la mesure où il y a l'intention d'y renoncer), la vente de déductions fiscales est comptabilisée en résultat comme une réduction des impôts différés et un passif d'impôt différé est comptabilisé pour les écarts temporaires imposables qui proviennent de la différence entre la valeur comptable des dépenses admissibles capitalisées à titre d'actif dans l'état de la situation financière et la valeur fiscale de ces dépenses. Le passif d'impôts différés résultant des dépenses renoncées relativement aux actions accréditives peut être réduit par la comptabilisation d'actifs d'impôts différés antérieurement non constatés.

Rémunération et autres paiements à base d'actions

La Société comptabilise la charge de rémunération fondée sur des actions sur la période d'acquisition des droits aux options d'achat d'actions. Les options d'achat d'actions octroyées aux employés et aux administrateurs et le coût des services reçus en contrepartie sont évalués et constatés sur la base de la juste valeur en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

Pour les transactions avec les parties autres que des membres du personnel, la Société évalue les biens ou les services reçus et l'augmentation de capitaux propres qui en est la contrepartie, directement, à la juste valeur des biens ou services reçus, sauf si cette juste valeur ne peut être estimée de façon fiable. Lorsque la Société ne peut estimer de façon fiable la juste valeur des biens ou des services reçus, elle évalue la valeur et l'augmentation des capitaux propres qui en est la contrepartie, indirectement, par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

Frais d'émission d'actions

Les frais d'émission d'actions sont comptabilisés en réduction du capital-actions de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

3.8 Dépenses d'exploration et d'évaluation et actifs d'exploration et d'évaluation

Les dépenses d'exploration et d'évaluation sont les coûts engagés dans la recherche initiale de ressources minérales avant que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction ne soient démontrables. Les coûts engagés avant l'acquisition des servitudes légales d'exploration et d'évaluation sont comptabilisés en résultat au moment où ils sont engagés.

Lorsque les servitudes légales d'exploration et d'évaluation ont été obtenues, tous les coûts liés à l'acquisition des droits miniers et les dépenses liées à l'exploration et à l'évaluation des propriétés minières, diminués des crédits d'impôt et subventions liés à ces dépenses, sont comptabilisés en actifs d'exploration et d'évaluation.

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

3.7 Equity (continued)

The proceeds from the issued units are between the shares and the warrants using the fair value method. Proceeds are allocated between shares and warrants based on the relative weight of the fair value of each component. The fair value of the shares is determined by the market price and the warrants by using the Black and Scholes evaluation model.

Flow-through Shares

The Company considers that the issue of flow-through shares is in substance an issue of common shares and the sale of right tax deductions to investors. The sale of tax deductions is measured using the residual method. At the time the flow-through shares are issued, the sale of tax deductions is deferred and presented in other liabilities in the statement of financial position. When eligible expenditures are incurred (as long as there is the intention to renounce them), the sale of tax deductions is recognized in the income statement as a reduction of deferred tax expense and a deferred tax liability is recognized for the taxable temporary difference that arises from the difference between the carrying amount of eligible expenditures capitalized as an asset in the statement of financial position and its tax base. Deferred tax liabilities resulting of the renouncement of expenditures related to flow-through shares can be reduced by the recognition of previously unrecognized deferred tax assets.

Share-based compensation

The Company accounts for stock-based compensation over the vesting period of the rights to stock options. Share purchase options granted to employees and directors and the cost of services received are evaluated and recognized on fair value basis using the Black-Scholes option pricing model.

For transactions with parties other than employees, the Company measures the goods or services received, and the corresponding increase in equity, directly, at the fair value of the goods or services received, unless that fair value cannot be estimated reliably. When the Company cannot estimate reliably the fair value of the goods or services received, it measures their value, and the corresponding increase in equity, indirectly, by reference to the fair value of the equity instruments granted.

Share Issuance Expenses

Share issuance expenses are recorded as a decrease in the share capital in the period in which they are incurred.

3.8 Exploration and evaluation expenditures, and exploration and evaluation assets

Exploration and evaluation expenditures are costs incurred in the course of the initial search of mineral resources before the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource are demonstrable. Costs incurred before the legal right to undertake exploration and evaluation activities are recognized in profit or loss when they are incurred.

Once the legal right to undertake exploration and evaluation activities has been obtained, all costs of acquiring mineral rights, expenses related to the exploration and evaluation of mining properties, less refundable tax credits and grants related to these expenses, are recognized as exploration and evaluation assets.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

3.8 Dépenses d'exploration et d'évaluation et actifs d'exploration et d'évaluation (suite)

Les dépenses liées à l'exploration et à l'évaluation qui sont capitalisées incluent notamment les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques, les forages d'exploration, le creusement de tranchées, l'échantillonnage, les frais généraux, les frais financiers, les frais de gestion ainsi que les activités en liaison avec l'évaluation de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale.

Les différents coûts sont incorporés au coût de l'actif d'exploration et d'évaluation, propriété minière par propriété minière, jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale soient démontrées. Ces actifs sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles et sont présentés au coût moins le cumul des pertes de valeur. Aucune charge d'amortissement n'est comptabilisée pour ces actifs durant la phase d'exploration et d'évaluation.

S'il était établi que la viabilité d'une propriété minière n'est pas assurée ou si la propriété minière était abandonnée, le montant capitalisé serait réduit à sa valeur recouvrable, l'écart étant alors comptabilisé immédiatement en résultat net.

Si la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale peuvent être démontrées, les actifs d'exploration et d'évaluation liés à la propriété minière correspondante sont alors transférés dans les immobilisations corporelles dans la catégorie Actifs miniers en construction. Avant le transfert, les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être soumis à un test de dépréciation et toute perte de valeur doit être comptabilisée en résultat net avant le reclassement.

Jusqu'à maintenant, aucune faisabilité technique ni aucune viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale n'a été démontrée.

Bien que la Société ait pris des mesures conformes aux pratiques de l'industrie pour le stade d'exploration actuel de telles propriétés afin d'obtenir les titres de propriété des propriétés minières dans lesquelles elle détient un intérêt financier, ces procédures ne garantissent toutefois pas la validité du titre de propriété. Les titres de propriété des propriétés minières peuvent être assujettis à des ententes préalables non enregistrées et au non-respect de dispositions réglementaires.

3.9 Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus). Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède la valeur recouvrable. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

3.10 Provisions

Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant est incertain. Celle-ci est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Aux 31 août 2023 et 2022, il n'y a aucune provision comptabilisée à l'état de la situation financière.

3.11 Perte de base par action et diluée

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

3.8 Exploration and evaluation expenditures, and exploration and evaluation assets (continued)

Expenses related to exploration and evaluation include topographical, geological, geochemical and geophysical studies, exploration drilling, trenching, sampling, general expenses, financial charges, management fees and other costs related to the evaluation of the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource.

The various costs are capitalized on a property-by-property basis pending determination of the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource. These assets are recognized as intangible assets and are carried at cost less any accumulated impairment losses. No depreciation expenses are recognized for these assets during the exploration and evaluation phase.

Whenever a mining property is considered no longer viable, or is abandoned, the capitalized amounts are written down to their recoverable amounts, the difference is then immediately recognized in profit or loss.

When technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource are demonstrable, exploration and evaluation assets related to the mining property are transferred to property and equipment in Mining assets under construction. Before the reclassification, exploration and evaluation assets are tested for impairment and any impairment loss is recognized in profit or loss before reclassification.

To date, neither the technical feasibility nor the commercial viability of extracting a mineral resource has been demonstrated.

Although the Company has taken steps to verify title to the mining properties in which it holds an interest, in accordance with industry practices for the current stage of exploration of such properties, these procedures do not guarantee the validity of the Company's titles. Property titles may be subject to unregistered prior agreements and non-compliance with regulatory requirements.

3.9 Impairment of Long-lived Assets

Long-lived assets are tested for recoverability whenever events or changes in circumstances indicate that their carrying amount may not be recoverable. The recoverable amount is the higher of its fair value less costs for sale and its value in use (present value of the future cash flows expected). An impairment loss is recognized when their carrying value exceeds the recoverable amount. The amount of the impairment loss is determined as the excess of the carrying value of the asset over its recoverable amount.

3.10 Provisions

A provision is a liability for which the maturity or the amount is uncertain. A provision is recognized if, as a result of a past event, the Company has a present legal or constructive obligation that can be estimated reliably, and it is probable that an outflow of economic benefits will be required to settle the obligation. As at August 31, 2023 and 2022, there is no provision accounted for in the statement of financial position.

3.11 Basic and Diluted Loss per Share

Basic loss per share is calculated by dividing the loss attributable to common shareholders of the Company by the weighted average number of common shares outstanding during the period.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

3.11 Perte de base par action et diluée (suite)

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives lesquelles englobent les options d'achat d'actions et les bons de souscription. Aux fins de calcul, il faut considérer que les actions ordinaires potentielles dilutives ont été converties en actions ordinaires au cours moyen du marché au début de l'exercice ou à la date d'émission des actions ordinaires potentielles si elle est ultérieure.

Pour calculer le résultat dilué par action, une entité doit supposer que les options dilutives et les bons de souscription dilutifs ont été exercés. Le produit supposé de ces instruments doit être considéré comme ayant été perçu lors de l'émission d'actions ordinaires au cours moyen de marché des actions ordinaires pendant la période.

Pour l'exercice présenté, le résultat dilué par action est équivalent au résultat de base par action compte tenu de l'effet anti-dilutif des options et des bons de souscription.

3.12 Conventions d'options sur des propriétés minières

Les options sur des intérêts dans des propriétés minières acquises par la Société sont comptabilisées à la valeur de la considération monétaire déboursée, y compris tout autre avantage économique cédé, mais excluant l'engagement de dépenses futures. Puisque l'engagement des dépenses futures ne répond pas à la définition d'un passif, il n'est pas comptabilisé. Les dépenses sont comptabilisées uniquement lorsqu'elles sont engagées par la Société.

Lorsque la Société cède des intérêts dans ses propriétés minières, elle utilise la valeur comptable de la propriété avant la vente de l'option comme valeur comptable de la portion de la propriété conservée, et crédite toute considération monétaire reçue ainsi que la juste valeur d'autres actifs financiers à l'encontre de la valeur comptable de cette portion (avec tout excédent comptabilisé comme un gain en résultat net).

3.13 Informations sectorielles

La Société exerce actuellement ses activités dans un seul secteur, soit l'acquisition et l'exploration de biens miniers. Toutes les activités de la Société sont menées au Canada.

3.14 Impôt sur le résultat et impôts différés

La charge d'impôt comptabilisée en résultat net correspond à l'impôt différé et à l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés directement en capitaux propres.

Les actifs ou les passifs d'impôt exigible comprennent les montants à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de ces administrations fiscales pour l'exercice en cours et l'exercice de présentation de l'information financière antérieure et qui n'ont pas été réglés à la date de clôture. L'impôt exigible est calculé sur le bénéfice imposable qui diffère du résultat dans les états financiers. Le calcul de l'impôt exigible est fondé sur les taux d'imposition et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de l'exercice de présentation de l'information financière.

Toutefois, puisque la Société est en phase d'exploration et qu'elle n'a pas de bénéfice imposable, la charge d'impôt comptabilisée en résultat net ne correspond présentement qu'à de l'impôt différé.

L'impôt différé est calculé selon la méthode du passif fiscal sur les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur base fiscale. Toutefois, l'impôt différé n'est pas comptabilisé au moment de la comptabilisation initiale d'un achalandage ou au moment de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif, à moins que la transaction y donnant lieu ne soit un regroupement d'entreprises ou qu'elle ait une incidence sur le bénéfice imposable ou comptable.

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

3.11 Basic and Diluted Loss per Share (continued)

Diluted loss per share is calculated by adjusting the loss attributable to ordinary equity holders of the Company and the weighted average number of common shares outstanding, the effects of all dilutive potential ordinary shares which include options and warrants. It is assumed that the dilutive potential ordinary shares were converted into ordinary shares at the average market price at beginning of the year or the date of issue of potential ordinary shares, if later.

To calculate diluted loss per share, an entity shall assume dilutive options and dilutive warrants were exercised. The assumed proceeds from these instruments shall be regarded as having been received from issuance of common shares at the average market price of common shares during the period.

For the current year, diluted loss per share equals basic loss per share given the anti-dilutive effects of options and warrants.

3.12 Mining Properties Options Agreements

Options on interests in mining properties acquired by the Company are recorded at the value of the consideration paid, including other future benefit given up but excluding the commitment for future expenditures. Commitment for future expenditures does not meet the definition of a liability and thus are not accounted for immediately. Expenditures are accounted for only when incurred by the Company.

When the Company sells interest in a mining property, it uses the carrying amount of the interest before the sale of the option as the carrying amount for the portion of the property retained and credits any cash consideration received against the carrying of this portion (any excess is recognized as a gain in profit or loss).

3.13 Segment Disclosures

The Company currently operates in a single segment: the acquisition and exploration of mining properties. All of the Company's activities are conducted in Canada.

3.14 Income taxes and deferred taxes

Tax expense recognized in profit or loss comprises the sum of deferred tax and current tax not recognized directly in equity.

Current income tax assets and/or liabilities comprise those obligations to, or claims from, fiscal authorities relating to the current or prior reporting year, that are unpaid at the reporting date. Current tax is payable on taxable profit, which differs from profit or loss in the financial statements. Calculation of current tax is based on tax rates and tax laws that have been enacted or substantively enacted by the end of the reporting year.

However, since the Company is in exploration phase and has no taxable income, tax expense recognized in profit or loss is currently comprised only of deferred tax.

Deferred income taxes are calculated using the liability method on temporary differences between the carrying amounts of assets and liabilities and their tax bases. However, deferred tax is not provided on the initial recognition of goodwill or on the initial recognition of an asset or liability unless the related transaction is a business combination or affects tax or accounting profit.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

3.14 Impôt sur le résultat et impôts différés (suite)

Les actifs ou les passifs d'impôt différé sont calculés, sans actualisation, selon les taux d'imposition dont l'application est attendue au cours de leur exercice de réalisation respective lorsque ces taux sont adoptés ou quasi adoptés avant la fin de la période de présentation de l'information financière. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'ils permettront de compenser un bénéfice imposable futur. Les passifs d'impôt différé sont toujours comptabilisés en entier.

Les actifs ou les passifs d'impôt différé sont compensés uniquement lorsque la Société a le droit et l'intention de compenser les actifs ou les passifs d'impôt exigible découlant des mêmes administrations fiscales.

Les variations des actifs ou des passifs d'impôt différé sont comptabilisées en résultat net à titre de charge d'impôt différé, sauf si elles concernent des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas l'impôt différé correspondant est également comptabilisé en capitaux propres.

3.15 Jugements, estimations et hypothèses comptables significatifs

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les exercices futurs touchés par ces révisions.

Sources d'incertitude relatives aux estimations

Paiements fondés sur des actions

Pour estimer les charges liées aux paiements fondés sur des actions, il faut sélectionner un modèle d'évaluation approprié et obtenir les données qui sont nécessaires pour le modèle d'évaluation choisi. La Société a estimé la volatilité selon l'historique des actions de la Société ainsi que la durée de vie probable et la période d'exercice des options et des bons de souscription octroyés. Le modèle utilisé par la Société est le modèle de Black-Scholes (se reporter à la note 7).

Provisions et passifs éventuels

Le jugement est utilisé afin de déterminer si un événement passé a engendré un passif qui devrait être comptabilisé aux états financiers ou s'il devrait être présenté comme un passif éventuel. Quantifier ces passifs implique jugements et estimations.

Ces jugements et estimations sont basés sur plusieurs facteurs tels que la nature de la réclamation ou du conflit, les procédures juridiques et le montant potentiel à payer, les conseils juridiques obtenus, l'expérience antérieure et la probabilité de la réalisation d'une perte.

Jugement important de la direction

Le paragraphe qui suit traite des jugements importants que doit poser la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, qui ont l'incidence la plus significative sur les états financiers.

Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être soumis à un test de dépréciation lorsque les faits et circonstances suggèrent que leur valeur comptable peut excéder leur valeur recouvrable. Déterminer s'il existe des indices de dépréciation des actifs d'exploration et d'évaluation nécessitent une part significative de jugement. La direction prend en compte divers facteurs, notamment, sans s'y limiter, les ressources financières et humaines disponibles, les budgets d'exploration prévus, l'importance et les résultats des travaux antérieurement effectués, les tendances de l'industrie et de l'économie et le prix des substances minérales.

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

3.14 Income taxes and deferred taxes (continued)

Deferred tax assets and liabilities are calculated, without discounting, at tax rates that are expected to apply to their respective year of realization, provided they are enacted or substantively enacted by the end of the reporting period. Deferred tax assets are recognized to the extent that it is probable that they will be able to be utilized against future taxable income. Deferred tax liabilities are always provided for in full.

Deferred tax assets and liabilities are offset only when the Company has a right and intention to set off current tax assets and liabilities from the same taxation authority.

Changes in deferred tax assets or liabilities are recognized as deferred income tax expense in profit or loss, except where they relate to items that are recognized directly in equity, in which case the related deferred tax is also recognized in equity.

3.15 Significant Accounting Judgments, Estimates and Assumptions

The preparation of financial statements in accordance with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect the application of accounting policies as well as the carrying amount of assets, liabilities, revenues and expenses. Actual results may differ from those estimates.

The estimates and underlying assumptions are reviewed regularly. Any revision to accounting estimates is recognized in the year during which the estimates is revised and in future years affected by these revisions.

Key sources of estimation uncertainty

Share-based payments

To estimate expenses for share-based payments, it is necessary to select an appropriate valuation model and obtain the inputs necessary for the valuation model chosen. The Company estimated the volatility based on the Company's share history and the expected life and the exercise period of options and warrants granted. The model used by the Company is the Black-Scholes valuation model (see note 7).

Provisions and contingent liabilities

The judgment is used to determine whether a past event has created a liability that should be recorded in the financial statements or whether it should be presented as a contingent liability. Quantify these liabilities involves judgments and estimates.

These judgments and estimates are based on several factors, such as the nature of the claim or dispute, legal procedures and the potential amount to be paid, legal advice obtained, previous experience and the likelihood of the realization of a loss.

Significant management judgment

The following are significant management judgments in applying the accounting policies of the Company that have the most significant effect on the financial statements.

Impairment of exploration and evaluation assets

Exploration and evaluation assets shall be assessed for an impairment test when facts and circumstances suggest that their carrying amount may exceed recoverable amount. To determine indications of impairment of exploration and evaluation assets require significant judgment. Management considers various factors including, but are not limited to, financial and human resources available, exploration budgets planned, importance and results of exploration work done previously, industry and economic trends and price of minerals.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

3.15 Jugements, estimations et hypothèses comptables significatifs (suite)

Continuité de l'exploitation

L'évaluation de la capacité de la Société de poursuivre sur une base de continuité d'exploitation, d'obtenir suffisamment de fonds pour couvrir ses dépenses d'opérations en cours, de remplir ses obligations pour l'année à venir, et d'obtenir du financement pour les programmes d'exploration et d'évaluation prévus, implique une grande part de jugement basé sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, incluant la probabilité d'événements futurs qui sont considérés comme raisonnables en tenant compte des circonstances.

4. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

3.15 Significant Accounting Judgments, Estimates and Assumptions (continued)

Going concern

The assessment of the Company's ability to continue as a going concern and to raise sufficient funds to pay for its ongoing operating expenditures, meets its liabilities for the ensuing year and to fund planned and contractual exploration and evaluation programs, involves judgments based on historical experience and other factors including expectation of future events that are believed to be reasonable under the circumstances.

4. EXPLORATION AND EVALUATION ASSETS

	Solde au 1 ^{er} septembre / Balance as at September 1, 2022	Acquisitions	Subventions / Grants	Crédit minier / Mining credit	Solde au 31 août / Balance as at August 31, 2023
	\$	\$	\$	\$	\$
Québec / Quebec					
Propriété / Property – Opawica (a)					
Droits miniers / Mining rights	2 487	-	-	-	2 487
Frais d'exploration et d'évaluation / Exploration and evaluation expenses	559 985	12 995	-	-	572 980
	<u>562 472</u>	<u>12 995</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>575 467</u>
Québec / Quebec					
Propriété / Property – La Roncière (b)					
Droits miniers / Mining rights	5 060	-	-	-	5 060
Frais d'exploration et d'évaluation / Exploration and evaluation expenses	20 846	32 315	-	-	53 161
	<u>25 906</u>	<u>32 315</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>58 221</u>
Québec / Quebec					
Propriété / Property – Crater Lake (c)					
Droits miniers / Mining rights	874 601	-	-	-	874 601
Frais d'exploration et d'évaluation / Exploration and evaluation expenses	8 547 674	1 807 934	(384 394)	(536 842)	9 434 372
	<u>9 422 275</u>	<u>1 807 934</u>	<u>(384 394)</u>	<u>(536 842)</u>	<u>10 308 973</u>
Sommaire / Summary					
Droits miniers / Mining rights	882 148	-	-	-	882 148
Frais d'exploration et d'évaluation / Exploration and evaluation expenses	9 128 505	1 853 244	(384 394)	(536 842)	10 060 513
	<u>10 010 653</u>	<u>1 853 244</u>	<u>(384 394)</u>	<u>(536 842)</u>	<u>10 942 661</u>

4. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (suite)

4. EXPLORATION AND EVALUATION ASSETS (continued)

	Solde au 1 ^{er} septembre / Balance as at September 1, 2021	Acquisitions	Subventions / Grants	Crédit minier / Mining credit	Solde au 31 août / Balance as at August 31, 2022
	\$	\$	\$	\$	\$
Québec / Quebec					
Propriété / Property – Opawica (a)					
Droits miniers / Mining rights	2 487	-	-	-	2 487
Frais d'exploration et d'évaluation / Exploration and evaluation expenses	561 730	1 277	-	(3 022)	559 985
	<u>564 217</u>	<u>1 277</u>	<u>-</u>	<u>(3 022)</u>	<u>562 472</u>
Québec / Quebec					
Propriété / Property – La Roncière (b)					
Droits miniers / Mining rights	2 370	2 690	-	-	5 060
Frais d'exploration et d'évaluation / Exploration and evaluation expenses	7 660	13 500	-	(314)	20 846
	<u>10 030</u>	<u>16 190</u>	<u>-</u>	<u>(314)</u>	<u>25 906</u>
Québec / Quebec					
Propriété / Property – Crater Lake (c)					
Droits miniers / Mining rights	874 601	-	-	-	874 601
Frais d'exploration et d'évaluation / Exploration and evaluation expenses	5 282 940	4 008 113	(277 435)	(465 944)	8 547 674
	<u>6 157 541</u>	<u>4 008 113</u>	<u>(277 435)</u>	<u>(465 944)</u>	<u>9 422 275</u>
Sommaire / Summary					
Droits miniers / Mining rights	879 458	2 690	-	-	882 148
Frais d'exploration et d'évaluation / Exploration and evaluation expenses	5 852 330	4 022 890	(277 435)	(469 280)	9 128 505
	<u>6 731 788</u>	<u>4 025 580</u>	<u>(277 435)</u>	<u>(469 280)</u>	<u>10 010 653</u>

(a) Opawica, (Québec)

La propriété Opawica est composée de 42 titres miniers couvrant une superficie de 23,45 km² dans les cantons Gand et L'Espérance.

La propriété est sujette à une redevance de 1% sur les produits nets de fonderie (« NSR ») détenue par un tiers.

(b) La Roncière, (Québec)

La propriété La Roncière est composée de 45 titres miniers couvrant une superficie de 25,1 km² dans les cantons de Gand et La Roncière.

La propriété est sujette à un NSR de 2,5% détenu par un tiers ainsi qu'un NSR de 1,25% détenu par SOQUEM Inc., une société d'État du Québec (« SOQUEM »), laquelle peut être acquise par la Société en contrepartie d'un paiement en espèces de 1,25 million de dollars.

(c) Crater Lake, (Québec)

Le projet de Crater Lake est situé à 200 km au nord-est de Schefferville, au Québec. La propriété est composée de 96 titres miniers couvrant 47 km² et sujette à un NSR de 2% détenu par un tiers.

(d) Carheil-Brouillan, (Québec)

En 2021, la Société a vendu 100% de sa participation dans la propriété Carheil-Brouillan à SOQUEM. La Société conserve un NSR de 2% sur la propriété, laquelle peut être acquise par SOQUEM en contrepartie d'un paiement en espèces de 2 millions de dollars.

(a) Opawica, (Quebec)

The Opawica property is composed of 42 mining claims covering an area of 23.45 km² in the Gand and Lesperance townships.

The property is subject to a 1% Net Smelter Royalty ("NSR") held by a third party.

(b) La Roncière, (Quebec)

The La Roncière property is composed of 45 mining claims covering an area of 25.1 km² in the Gand and La Roncière townships.

The property is subject to a 2.5% NSR held by a third party as well as an NSR of 1.25% NSR held by SOQUEM Inc., a Quebec Crown Corporation ("SOQUEM"), which can be acquired by the Company in exchange of a cash payment of 1.25 million dollars.

(c) Crater Lake, (Quebec)

The Crater Lake Project is located 200km northeast of Schefferville, Quebec. The property consists of 96 mining claims covering 47 km² and is subject to a 2% NSR held by a third party.

(d) Carheil-Brouillan, (Quebec)

In 2021, the Company sold its 100% interest in the Carheil-Brouillan to SOQUEM. The Company retains a 2% NSR on the property, which can be acquired by SOQUEM in exchange of a cash payment of 2 million dollars.

5. PRÊT

Le 28 octobre 2020, la Société a obtenu un prêt de 40 000 \$ dans le contexte du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (« CUEC »), un programme parrainé par le gouvernement Canadien. Le solde impayé de la CUEC devait initialement être remboursé avant le 31 décembre 2023. L'entente conclue avec PME MTL stipule que la Société s'engage à rembourser le prêt en effectuant 36 versements mensuels de 1 111,11 \$ à partir de mai 2021. Le remboursement de la CUEC au plus tard à la date d'échéance entraînera une remise de prêt de 25% (jusqu'à 10 000 \$). Sinon, le solde de l'emprunt portera intérêt au taux de 5% et sera remboursable à l'échéance le 31 décembre 2025.

Étant donné que l'aide gouvernementale de 10 000 \$ n'est pas remboursable si la société rembourse le montant de 30 000 \$ d'ici le 31 décembre 2023, ce montant a été constaté aux résultats au moment de l'octroi à titre d'aide gouvernementale. De plus, pour déterminer la juste valeur du passif lors de sa comptabilisation initiale, un taux d'intérêt effectif de 8% a été utilisé.

Le 20 juillet 2023, la Société a remboursé le solde du prêt d'un montant total de 30 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2023 une charge d'intérêts effective de 4 645 \$ (-\$ au 31 août 2022) été comptabilisée à l'état du résultat global.

6. CAPITAUX PROPRES

6.1 Capital-actions

Autorisé

Nombre illimité d'action ordinaire sans valeur nominale.

a) **Le 13 septembre 2021**, la Société a conclu un placement privé de 5 460 000 unités au prix de 0,15 \$ l'unité pour un total de 819 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription, chaque bon permettant au porteur d'acquérir une action supplémentaire de la Société à un prix de 0,20 \$ pour une période de 24 mois. La juste valeur de 5 460 000 actions ordinaires est estimée à 542 329 \$ et la juste valeur des 5 460 000 bons de souscription est de 276 671 \$.

Dans le cadre du placement, la Société a payé un total de 11 550 \$ en honoraires d'intermédiaire et émis 77 000 bons de souscription aux courtiers, donnant chacun le droit d'acquérir une action ordinaire jusqu'au 13 septembre 2023 au prix de levée de 0,20 \$ par action. La juste valeur des 77 000 bons aux courtiers est de 7 464 \$.

b) **Le 15 septembre 2021**, la Société a conclu un placement privé de 3 516 666 unités au prix de 0,15 \$ l'unité pour un total de 527 500 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription, chaque bon permettant au porteur d'acquérir une action supplémentaire de la Société à un prix de 0,20 \$ pour une période de 24 mois. La juste valeur de 3 516 666 actions ordinaires est estimée à 363 018 \$ et la juste valeur des 3 516 666 bons de souscription est de 164 482 \$.

c) **Le 31 décembre 2021**, la Société a conclu un placement privé accordé de 14 634 148 actions accréditatives au prix de 0,205 \$ l'action pour un total de 3 000 000 \$. À cette date, le cours de l'action était de 0,14 \$ et ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditatives est de 0,065\$/action pour une valeur totale de 951 220 \$ comptabilisée aux autres passifs.

d) **Le 23 décembre 2022**, la Société a conclu une première tranche d'un placement privé non négocié de 3 670 708 actions accréditatives à un prix de 0,11 \$ par action pour un produit brut total de 403 778 \$ et 422 223 unités à un prix de 0,09 \$ par unité pour un produit brut total de 38 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et de la moitié d'un bon de souscription, chaque bon de souscription permettant au porteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire de la Société au prix de 0,14 \$ pour une période de 24 mois à compter de la date de clôture.

5. LOAN

On October 28, 2020, the Company obtained a loan of \$40,000 in the context of the Canadian Emergency Business Account ("CEBA"), a program sponsored by the Canadian government. The outstanding balance of the CEBA was initially supposed to be reimbursed by December 31, 2023. The agreement with MTL SME stipulates that the Corporation will repay the loan by making 36 monthly payments of \$1,111.11 starting in May 2021. Repayment of the CEBA on or before the due date will result in a loan forgiveness of 25% (up to \$10,000). Otherwise, the loan balance will bear interest at 5% and must be repaid on maturity on December 31, 2025.

Since \$10,000 of the government assistance is forgivable if the Company repays \$30,000 by December 31, 2023, the amount was recognized in earnings at the time the government assistance was granted. Additionally, for purpose of determining the fair value of the liability on initial recognition, an effective interest rate of 8% was used.

On July 20, 2023, the Company repaid the loan balance for a total amount of \$30,000. During the year ended August 31, 2023, an effective interest expense of \$4 645 (\$nil as at August 2022) was recorded in the statement of net loss and comprehensive loss.

6. EQUITY

6.1 Share capital

Authorized

Unlimited number of common shares without par value.

a) **On September 13, 2021**, the Company closed a private placement of 5,460,000 units at a price of \$0.15 per unit for gross proceeds of \$819,000. Each Unit is comprised of one common share and one share purchase warrant, with each warrant entitling the holder to acquire one additional share of the Company at a price of \$0.20 for period of 24 months. The fair value of the 5,460,000 common shares is estimated at \$542,329 and the fair value of the 5,460,000 warrants is \$276,671.

In connection with the Offering, the Company paid a total of \$ 11,550 finder's fees and issued 77,000 brokers' warrants of the Company, each entitling to acquire one common share until September 13, 2023, at an exercise price of \$0.20 per share. The fair value of the 77,000 broker warrants is \$7,464.

b) **On September 15, 2021**, the Company closed a private placement of 3,516,666 units at a price of \$0.15 per unit for gross proceeds of \$527,500. Each Unit is comprised of one common share and one share purchase warrant, with each warrant entitling the holder to acquire one additional share of the Company at a price of \$ 0.20 for period of 24 months. The fair value of the 3,516,666 common shares is estimated at \$363,018 and the fair value of the 3,516,666 warrants is \$164,482.

c) **On December 31, 2021**, the Company closed a private placement of 14,634,148 flow-through common shares at a price of \$0.205 per share for gross proceeds of \$3,000,000. On this date, the stock price was \$0.14 and therefore the residual value allocated to the advantage related to the renunciation of flow-through shares is \$0.065/share for a total value of \$951,220 accounted for as other liabilities.

d) **On December 23, 2022**, the Company closed a first tranche of a non-brokered private placement by issuing 3,670,708 flow-through common shares at a price of \$0.11 per share for gross proceeds of \$403,778 and 422,223 units at a price of \$0.09 per unit for gross proceeds of \$38,000. Each unit is comprised of one common share and one-half of one share purchase warrant, with each warrant entitling the holder to acquire one additional common share of the Company at a price of \$0.14 over a period of 24 months from the closing date.

6. CAPITAUX PROPRES (suite)

6.1 Capital-actions (suite)

La juste valeur des 3 670 708 actions accréditatives est estimée à 330 364 \$. Un montant de 73 414 \$ a été attribué à la portion passif du financement accréditif. La juste valeur des 422 223 actions ordinaires est estimée à 31 237 \$ et la juste valeur des 211 111 bons de souscription à 6 763 \$.

Dans le cadre de ce placement privé, la Société a versé à des intermédiaires, qui sont tous indépendants de la Société, des honoraires d'intermédiaire d'un montant de 20 240 \$ en espèces et émis 184 000 bons de souscription aux courtiers. Chaque bon de souscription donnant le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,14 \$ sur une période de 24 mois à compter de la date de clôture. La juste valeur des 184 000 bons aux courtiers est de 7 165 \$.

- e) **Le 29 décembre 2022**, la Société a conclu un placement privé sans intermédiaire de 2 000 000 d'actions accréditatives au prix de 0,15 \$ par action pour un produit brut de 300 000 \$.

La juste valeur des 2 000 000 actions accréditatives est estimée à 200 000 \$. Un montant de 100 000 \$ a été attribué à la portion passif du financement accréditif.

- f) **Le 13 février 2023**, la Société a clôturé la deuxième et dernière tranche d'un placement privé sans intermédiaire de 2 991 155 unités au prix de 0,09 \$ par unité, pour un produit brut total de 269 204 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et de la moitié d'un bon de souscription d'actions, et chaque bon de souscription entier permet au porteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire de la Société au prix de 0,14 \$ sur une période de 24 mois à compter de la date de clôture.

La juste valeur des 2 991 155 actions ordinaires est estimée à 221 199 \$ et la juste valeur des 1 495 577 bons de souscription est de 48 005 \$.

- g) **Le 7 juillet 2023**, la Société a conclu un placement privé non négocié de 17 777 776 unités à un prix de 0,09 \$ par unité pour un produit brut total de 1 600 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et un bon de souscription, chaque bon de souscription permettant au porteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire de la Société au prix de 0,14 \$ pour une période de 24 mois à compter de la date de clôture.

La juste valeur de 17 777 776 actions ordinaires est estimée à 1 142 857 \$ et la juste valeur des 17 777 776 bons de souscription est de 457 143 \$.

Dans le cadre de ce placement privé, la Société a versé à des intermédiaires, qui sont tous indépendants de la Société, des honoraires d'intermédiaire d'un montant de 42 012 \$ en espèces et émis 466 802 bons de souscription aux courtiers. Chaque bon de souscription donnant le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,14 \$ sur une période de 24 mois à compter de la date de clôture. La juste valeur des 466 802 bons aux courtiers est de 12 492 \$.

Dans le cadre des placements clôturés au cours de l'exercice terminé le 31 août 2023, la Société a payé des frais d'émission totaux de 136 338 \$ (64 222 \$ au 31 août 2022) en espèces.

6. EQUITY (continued)

6.1 Share capital (continued)

The fair value of the 3,670,708 flow-through shares is estimated at \$330,364. An amount of \$73,414 was allocated to the liability portion of the flow-through financing. The fair value of the 422,223 common shares is estimated at \$31,237 and the fair value of the 211,111 warrants at \$6,763.

In connection with the private placement, the Company paid to finders, which are all at arms' length with the Company, finders' fees for an amount of \$20,240 in cash and issued 184,000 broker warrants, with each warrant entitling the holder to acquire one common share of the Company at a price of \$0.14 over a period of 24 months from the closing date. The fair value of the 184,000 broker warrants is \$7,165.

- e) **On December 29, 2022**, the Company closed a non-brokered private placement of 2,000,000 flow-through shares at a price of \$0.15 per share for gross proceeds of \$300,000.

The fair value of the 2,000,000 flow-through shares is estimated at \$200,000. An amount of \$100,000 was allocated to the liability portion of the flow-through financing.

- f) **On February 13, 2023**, the Company closed the second and last tranche of a non-brokered private placement of 2,991,155 units at a price of \$0.09 per unit for total gross proceeds of \$269,204. Each unit is comprised of one common share and one-half of one share purchase warrant, with each warrant entitling the holder to acquire one additional common share of the Company at a price of \$0.14 over a period of 24 months from the closing date.

The fair value of the 2,991,155 common shares is estimated at \$221,199 and the fair value of the 1 495 577 warrants at \$48,005.

- g) **On July 7, 2023**, the Company closed a non-brokered private placement by issuing 17,777,776 units at a price of \$0.09 per unit for total gross proceeds of \$1,600,000. Each unit is comprised of one common share and one share purchase warrant, with each warrant entitling the holder to acquire one additional common share of the Company at a price of \$0.14 over a period of 24 months from the closing date.

The fair value of the 17,777,776 common shares is estimated at \$1,142,857 and the fair value of the 17,777,776 warrants at \$457,143.

In connection with the private placement, the Company paid to finders, which are all at arms' length with the Company, finders' fees for an amount of \$42,012 in cash and issued 466,802 broker warrants, with each warrant entitling the holder to acquire one common share of the Company at a price of \$0.14 over a period of 24 months from the closing date. The fair value of the 466,802 broker warrants is \$12,492.

In connection with the private placements closed during the year ended August 31, 2023, the Company paid total issuance costs of \$136,338 (\$64,222 as at August 31, 2022) in cash.

6. CAPITAUX PROPRES (suite)

6.2 Bons de souscription

Les bons de souscription en circulation permettent à leurs détenteurs de souscrire un nombre équivalent d'actions ordinaires comme suit :

	31 août / August 31, 2023	
	Nombre de bons de souscription / Number of warrants	Prix d'exercice moyen pondéré / Weighted average exercise price
		\$
Solde au début de l'exercice	35 267 890	0,18
Attribués	19 484 464	0,14
Exercés	-	-
Expirés	(13 572 892)	0,23
Solde à la fin de l'exercice	<u>41 179 462</u>	0,15

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2022, un total de 17 167 723 bons de souscription ont été exercés au prix moyen pondéré de 0,06 \$ l'action. Un montant total de 978 476 \$ a été reçu, et un montant total de 358 842 \$ représentant la juste valeur de ces bons lors de l'émission a été imputé en augmentation du capital-actions à l'état des variations des capitaux propres.

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2023, un total de 13 572 892 bons de souscription ont expirés. Un montant total de 975 085 \$ représentant la juste valeur de ces bons lors de l'émission a été imputé en diminution des bons de souscriptions et en augmentation du surplus d'apport à l'état des variations des capitaux propres.

6. EQUITY (continued)

6.2 Warrants

Outstanding warrants entitle their holders to subscribe to an equivalent number of common shares, as follows:

	31 août / August 31, 2022		
	Nombre de bons de souscription / Number of warrants	Prix d'exercice moyen pondéré / Weighted average exercise price	
		\$	
	43 458 947	0,13	Balance, beginning of the year
	8 976 666	0,20	Granted
	(17 167 723)	0,06	Exercised
	-	-	Expired
	<u>35 267 890</u>	0,18	Balance, end of the year

During the year ended August 31, 2022, a total of 17,167,723 warrants were exercised at a weighted average price of \$0.06 per share. A total amount of \$978,476 was received and a total amount of \$358,842 representing the fair value of warrants at issuance, was recorded as an increase in share capital under the statement of changes in equity.

During the year ended on August 31, 2023, a total of 13,572,892 warrants expired. A total amount of \$975,085 representing the fair value of warrants at issuance, was recorded as a decrease in warrants and as an increase in contributed surplus under the statement of changes in equity.

Date d'expiration	31 août / August 31, 2023		31 août / August 31, 2022		Expiration date
	Nombre / Number	Prix d'exercice / Exercise price	Nombre / Number	Prix d'exercice / Exercise price	
		\$		\$	
23 décembre 2022	-	-	2 531 250	0,12	December 23, 2022
28 décembre 2022	-	-	9 374 975	0,25	December 28, 2022
21 janvier 2023	-	-	1 666 667	0,25	January 21, 2023
10 septembre 2023	12 718 332	0,11	12 718 332	0,11	September 10, 2023
13 septembre 2023 (a)	5 460 000	0,20	5 460 000	0,20	September 13, 2023 (a)
15 septembre 2023 (a)	3 516 666	0,20	3 516 666	0,20	September 15, 2023 (a)
23 décembre 2024	211 111	0,14	-	-	December 23, 2024
13 février 2025	1 495 577	0,14	-	-	February 13, 2025
7 juillet 2025	17 777 776	0,14	-	-	July 7, 2025
	<u>41 179 462</u>		<u>35 267 890</u>		

(a) Le 12 septembre 2023, les dates d'expiration initiales de ces bons de souscription du 13 septembre 2023 et 15 septembre 2023 ont été prolongées au 13 mars 2024 et 15 mars 2024.

(a) On September 12, 2023, the initial expiry dates of these warrants of September 13, 2023 and September 15, 2023 have been extended to March 13, 2024 and March 15, 2024.

La juste valeur moyenne pondérée de 0,03 \$ (0,09 \$ au 31 août 2022) des bons de souscription émis a été établie, à la date d'octroi, à l'aide du modèle d'évaluation de Black-Scholes et selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

The weighted average fair value of the warrants granted of \$0.03 (\$0.09 as at August 31, 2022) was estimated using the Black-Scholes option pricing model and based on the following average assumptions:

	31 août / August 31, 2023	31 août / August 31, 2022	
Prix de l'action à la date d'attribution	0,08 \$	0,17 \$	Share price at date of grant
Durée prévue	2 ans / years	2 ans / years	Expected life
Taux d'intérêt sans risque	4,73 %	0,41 %	Risk-free interest rate
Volatilité prévue	93,47 %	100 %	Expected volatility
Dividende prévu	Néant / Nil \$	Néant / Nil \$	Expected dividend
Prix d'exercice à la date d'attribution	0,14 \$	0,20 \$	Exercise at date of grant

La volatilité prévue sous-jacente a été déterminée par rapport aux données historiques des actions de la Société sur la durée de vie moyenne prévue des bons de souscription.

The underlying expected volatility was determined by reference to historical data the Company's shares over the expected average life of the warrants.

6. CAPITAUX PROPRES (suite)

6.3 Bons aux courtiers

Les bons de souscription émis aux courtiers en circulation permettent à leurs détenteurs de souscrire à un nombre équivalent d'actions ordinaires, comme suit :

	31 août / August 31, 2023	
	Nombre de bons de souscription / Number of warrants	Prix d'exercice moyen pondéré / Weighted average exercise price
		\$
Solde au début de l'exercice	785 255	0,13
Attribués	650 802	0,14
Exercés	-	-
Expirés	(708 255)	0,12
Solde à la fin de l'exercice	<u>727 802</u>	0,15

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2022, 203 011 bons aux courtiers ont été exercés au prix moyen pondéré de 0,10 \$ l'action. Un montant total de 20 301 \$ a été reçu, et un montant total de 5 000 \$ représentant la juste valeur de ces bons lors de l'émission a été imputé en augmentation du capital-actions.

6. EQUITY (continued)

6.3 Broker's warrants

Outstanding broker's warrants entitle their holders to subscribe to an equivalent number of common shares, as follows:

	31 août / August 31, 2022		
	Nombre de bons de souscription / Number of warrants	Prix d'exercice moyen pondéré / Weighted average exercise price	
		\$	
	1 040 666	0,11	Balance, beginning of the year
	77 000	0,20	Granted
	(203 011)	0,10	Exercised
	(129 400)	0,10	Expired
	<u>785 255</u>	0,13	Balance, end of the year

During the year ended August 31, 2022, 203,011 broker's warrants were exercised at a weighted average price of \$0.10 per share. A total amount of \$20,301 was received and a total amount of \$5,000 representing the fair value of warrants at issuance, was recorded as an increase in share capital.

	31 août / August 31, 2023		31 août / August 31, 2022		
Date d'expiration	Nombre / Number	Prix d'exercice / Exercise price	Nombre / Number	Prix d'exercice / Exercise price	Expiration date
		\$		\$	
22 décembre 2022	-	-	708 255	0,12	December 22, 2022
13 septembre 2023	77 000	0,20	77 000	0,20	September 13, 2023
23 décembre 2024	184 000	0,14	-	-	December 23, 2024
7 juillet 2025	466 802	0,14	-	-	July 7, 2025
	<u>727 802</u>		<u>785 255</u>		

La juste valeur moyenne pondérée de 0,03 \$ (0,10 \$ au 31 août 2022) des bons de souscription émis aux courtiers a été établie, à la date d'octroi, à l'aide du modèle d'évaluation de Black-Scholes et selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

The weighted average fair value of the broker's warrants granted of \$0.03 (\$0.10 as at August 31, 2022) was estimated using the Black-Scholes option pricing model and based on the following average assumptions:

	31 août / August 31, 2023	31 août / August 31, 2022	
Prix de l'action à la date d'attribution	0,08 \$	0,19 \$	Share price at date of grant
Durée prévue	2 ans / years	2 ans / years	Expected life
Taux d'intérêt sans risque	4,55 %	0,41 %	Risk-free interest rate
Volatilité prévue	95,47 %	100 %	Expected volatility
Dividende prévu	Néant / Nil \$	Néant / Nil \$	Expected dividend
Prix d'exercice à la date d'attribution	0,14 \$	0,20 \$	Exercise at date of grant

La volatilité prévue sous-jacente a été déterminée par rapport aux données historiques des actions de la Société sur la durée de vie moyenne prévue des bons de souscription émis aux courtiers.

The underlying expected volatility was determined by reference to historical data of the Company's shares over the expected average life of the broker's warrants.

7. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La Société a adopté un régime de paiements fondés sur des actions en vertu duquel les membres du conseil d'administration peuvent attribuer des options d'achat d'actions ordinaires aux administrateurs, aux membres du personnel et aux consultants. Le nombre maximal d'actions pouvant être émises en vertu du régime est de 18 839 505, soit 10% des actions émises et en circulation inscrites en bourse à la date de l'octroi des options (sur une base non diluée).

7. SHARE-BASED PAYMENTS

The Company has adopted a share-based payment plan under which board members may grant stock options to directors, employees and consultants. The maximum number of shares issuable under the plan is 18,839,505, representing 10% of the issued and outstanding shares listed on the stock exchange on the grant date (on an undiluted basis).

Le prix d'exercice de chaque option est déterminé par les membres du conseil d'administration et ne peut pas être inférieur à la juste valeur des actions ordinaires le jour précédant l'attribution, et la date d'échéance ne peut excéder cinq ans. La durée d'acquisition des droits de chaque option est déterminée par les membres du conseil d'administration.

The exercise price of each option is determined by the board of directors and cannot be less than the fair value of the common shares on the day prior the award, and the term of the options cannot exceed five years. The vesting period of each option is determined by the board of directors.

7. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (suite)

Tous les paiements fondés sur des actions seront réglés en instruments de capitaux propres. La Société n'a aucune obligation légale ou implicite de racheter ou de régler les options en trésorerie.

Les options d'achat d'actions en circulation et exerçables de la Société s'établissent comme suit pour les périodes de présentation de l'information financière considérées :

	31 août / August 31, 2023	
	Nombre d'options / Number of options	Prix d'exercice moyen pondéré / Weighted average exercise price
Solde au début de l'exercice	13 650 000	\$ 0,14
Attribuées	4 000 000	0,10
Exercées	-	-
Annulées	(2,050,000)	0,14
Expirées	(3 100 000)	0,19
Solde à la fin de l'exercice	12 500 000	0,13
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	11 000 000	0,13

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2022, 200 000 options ont été exercées au prix moyen pondéré de 0,06 \$ l'action. Le prix moyen pondéré de l'action à la date de l'exercice s'élevait à 0,13 \$. Un montant total de 12 000 \$ a été reçu, et un montant total de 8 000 \$ représentant la juste valeur de ces options lors de l'émission a été imputé en augmentation du capital-actions.

Le 29 septembre 2021, la Société a octroyé 1 000 000 options à des administrateurs. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,15 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions sont acquises immédiatement.

Le 24 novembre 2021, la Société a octroyé 300 000 options à un administrateur. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,13 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions sont acquises immédiatement.

Le 3 mai 2022, la Société a octroyé 300 000 options à un administrateur. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,125 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions sont acquises immédiatement.

Le 5 juillet 2022, la Société a octroyé 300 000 options à un administrateur. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,075 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions sont acquises immédiatement.

Le 10 août 2022, la Société a octroyé 2 200 000 options à des dirigeants, administrateurs et consultants. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,12 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions sont acquises immédiatement.

Le 15 février 2023, la Société a octroyé 1 250 000 options à des dirigeants, administrateurs et consultants. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,11 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions sont acquises immédiatement.

Le 5 mai 2023, la Société a octroyé 500 000 options à un administrateur. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,09 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions sont acquises immédiatement.

7. SHARE-BASED PAYMENTS (continued)

All share-based payments will be settled in equity. The Company has no legal or constructive obligation to repurchase or settle the options in cash.

The Company's outstanding and exercisable share options are as follows for the reporting periods presented:

	31 août / August 31, 2022		
	Nombre d'options / Number of options	Prix d'exercice moyen pondéré / Weighted average exercise price	
	9 750 000	\$ 0,15	Balance, beginning of the year
	4 100 000	0,13	Granted
	(200 000)	0,06	Exercised
	-	-	Cancelled
	-	-	Expired
	13 650 000	0,14	Balance, end of the year
	13 650 000	0,14	Exercisable options, at end of the year

During the year ended August 31, 2022, 200,000 options were exercised at a weighted average price of \$0.06 per share. The weighted average market value per share at the exercise date amounted to \$0.13 per share. A total amount of \$12,000 was received and a total amount of \$8,000 representing the fair value of options at issuance, was recorded as an increase in share capital.

On September 29, 2021, the Company granted 1,000,000 options to directors. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.15 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options vest immediately.

On November 24, 2021, the Company granted 300,000 options to directors. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.13 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options vest immediately.

On May 3, 2022, the Company granted 300,000 options to directors. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.125 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options vest immediately.

On July 5, 2022, the Company granted 300,000 options to directors. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.075 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options vest immediately.

On August 10, 2022, the Company granted 2,200,000 options to officers, directors and consultants. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.12 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options vest immediately.

On February 15, 2023, the Company granted 1,250,000 options to officers, directors and consultants. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.11 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options vest immediately.

On May 5, 2023, the Company granted 500,000 options to a director. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.09 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options vest immediately.

7. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (suite)

Le 24 juillet 2023, la Société a octroyé 250 000 options à un dirigeant. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,09 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions sont acquises immédiatement.

Le 15 août 2023, la Société a octroyé 1 500 000 options à un dirigeant. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,10 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions seront acquises selon le calendrier d'acquisition suivant à compter de la date d'octroi : 25% immédiatement, 25% après six mois, 25% après 12 mois et 25% après 18 mois.

Le 21 août 2023, la Société a octroyé 500 000 options à un consultant. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,10 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions seront acquises selon le calendrier d'acquisition suivant à compter de la date d'octroi : 25% immédiatement, 25% après six mois, 25% après 12 mois et 25% après 18 mois.

La juste valeur comptabilisée aux résultats est de 201 442 \$ (293 304 \$ en 2022) des options attribuées a été déterminée en utilisant le modèle d'évaluation de Black-Scholes et sur la base des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	<u>31 août / August 31, 2023</u>
Prix de l'action à la date d'attribution	0,09 \$
Volatilité prévue	119,30 %
Durée de vie prévue	5 années / years
Taux d'intérêt sans risque	3,54 %
Prix d'exercice à la date d'attribution	0,10
Juste valeur pondérée	0,08

La volatilité prévue sous-jacente a été déterminée par rapport aux données historiques des actions de la Société sur la durée de vie moyenne prévue des options. Aucune caractéristique particulière inhérente aux options attribuées n'a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux options d'achat d'actions au 31 août 2023 :

7. SHARE-BASED PAYMENTS (continued)

On July 24, 2023, the Company granted 250,000 options to an officer. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.09 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options vest immediately.

On August 15, 2023, the Company granted 1,500,000 options to an officer. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.10 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options shall vest according to the following vesting schedule from the date of issue: 25% immediately, 25% after six months, 25% after 12 months and 25% after 18 months from date of issue.

On August 21, 2023, the Company granted 500,000 options to a consultant. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.10 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options shall vest according to the following vesting schedule from the date of issue: 25% immediately, 25% after six months, 25% after 12 months and 25% after 18 months from date of issue.

The weighted fair value accounted for in the results of the granted options is \$201 442 (\$293,304 in 2022) was determined using the Black-Scholes option pricing model and based on the following weighted average assumptions:

	<u>31 août / August 31, 2022</u>	
	0,10 \$	Share price at date of grant
	100 %	Expected volatility
	5 années / years	Expected life
	4,35 %	Risk free interest rate
	0,13 \$	Exercise price at date of grant
	0,13 \$	Weighted fair value

The underlying expected volatility was determined by reference to historical data of the Company's shares over the expected average life of the options. No special features inherent to the options granted were incorporated into measurement of fair value.

The table below summarizes the information related to share options as at August 31,2023:

Options en circulation et exerçable / Outstanding and exercisable options

Nombre d'options / Number of options	Prix d'exercice moyen pondéré / Weighted average exercise price	Durée résiduelle (années) / Remaining life (years)
	\$	
150 000	0,10	0,04
1 800 000	0,06	1,33
500 000	0,09	1,91
2 550 000	0,225	2,41
750 000	0,15	3,08
300 000	0,13	3,24
300 000	0,125	3,51
300 000	0,075	3,85
1 850 000	0,12	3,95
1 250 000	0,11	4,46
500 000	0,09	4,68
250 000	0,09	4,90
1 500 000	0,10	4,96
500 000	0,10	4,98
<u>12 500 000</u>	<u>0,13</u>	

7. PAIEMENTS FONDÉS SUR LES ACTIONS (suite)

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux options d'achat d'actions au 31 août 2022 :

7. SHARE-BASED PAYMENTS (continued)

The table below summarizes the information related to share options as at August 31, 2022:

Options en circulation et exerçable / Outstanding and exercisable options

Nombre d'options / Number of options	Prix d'exercice moyen pondéré / Weighted average exercise price	Durée résiduelle (années) / Remaining life (years)
	\$	
150 000	0,115	0,56
1 550 000	0,16	0,33
150 000	0,10	1,04
2 500 000	0,06	2,33
500 000	0,09	2,91
4 700 000	0,225	3,41
1 000 000	0,15	4,08
300 000	0,13	4,24
300 000	0,125	4,67
300 000	0,075	4,85
2 200 000	0,12	4,95
13 650 000	0,14	

8. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers présentés dans l'état de la situation financière sont les suivantes :

8. FINANCIAL ASSETS AND LIABILITIES

The carrying amount and fair value of financial instruments presented in the statement of financial position are as follows:

	31 août / August 31 2023		31 août / August 31 2022		
	Valeur comptable / Carrying amount \$	Juste valeur / Fair value \$	Valeur comptable / Carrying amount \$	Juste valeur / Fair value \$	
ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI					FINANCIAL ASSETS MEASURED AT AMORTIZED COST
Trésorerie	1 695 016	1 695 016	1 953 338	1 953 338	Cash
	1 695 016	1 695 016	1 953 338	1 953 338	
PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI					FINANCIAL LIABILITIES AT AMORTIZED COST
Comptes créditeurs et charges à payer	379 108	379 108	964 172	964 172	Accounts payable and accrued liabilities
Prêt	-	-	7 577	7 577	Loan
	379 108	379 108	971 749	971 749	

La valeur comptable de la trésorerie, des comptes créditeurs et charges à payer et du prêt est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

The carrying value of the cash, accounts payable and accrued liabilities and the loan are considered to be a reasonable approximation of fair value because of the short-term maturity of these instruments.

Voir note 3.6 pour une description des politiques comptables de chaque catégorie d'instruments financiers. Le risque des instruments financiers de la Société est détaillé à la note 13.

See note 3.6 for a description of the accounting policies for each category of financial instruments. The Company's financial instrument risk is detailed in note 13.

9. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôts attribuable au bénéfice diffère des montants calculés de l'application du taux d'impôt combiné fédéral et du provincial sur le revenu de 26,50% (26,50% en 2022) au bénéfice avant impôts sur le revenu en raison des éléments suivants :

	31 août / August 31 2023	31 août / August 31 2022
	\$	\$
Résultat avant impôt	(1 597 530)	(1 449 675)
Retour d'impôt attendu	(423 345)	(384 164)
Augmentation (diminution) des impôts résultant de :		
Impact fiscal des variations de la différence temporaire non enregistrée	25 525	(263 510)
Paiement fondé sur des actions	53 382	77 726
Impact fiscal des actions accréditives	299 101	564 151
Recouvrement des passifs liés aux actions accréditives	(378 222)	(630 416)
Différences permanentes et autres	45 337	5 797
Total	(378 222)	(630 416)

9. INCOME TAX

The income tax expense attributable to earnings differs from the amounts computed by applying the combined federal and provincial income tax rate of 26.50% (26.50% in 2022) to earnings before income taxes as a result of the follows:

	31 août / August 31 2023	31 août / August 31 2022
	\$	\$
Résultat avant impôt	(1 597 530)	(1 449 675)
Retour d'impôt attendu	(423 345)	(384 164)
Augmentation (diminution) des impôts résultant de :		
Impact fiscal des variations de la différence temporaire non enregistrée	25 525	(263 510)
Paiement fondé sur des actions	53 382	77 726
Impact fiscal des actions accréditives	299 101	564 151
Recouvrement des passifs liés aux actions accréditives	(378 222)	(630 416)
Différences permanentes et autres	45 337	5 797
Total	(378 222)	(630 416)

	31 août / August 31 2023	31 août / August 31 2022
	\$	\$
Composition des impôts différés au compte de résultat		
Création et reprise des différences temporaires	(324 626)	(300 641)
Différences temporaires non constatées	25 525	(263 510)
Impact fiscal des action accréditives	299 101	564 151
Recouvrement des passifs liés aux actions accréditives	(378 222)	(630 416)
Total	(378 222)	(630 416)

Loss before income taxes
Expected income tax recovery
Increase (decrease) in income taxes resulting from:
Tax impact of changes in temporary difference not recorded
Share-based compensation
Tax impact of flow-through shares
Recovery of liabilities related to flow-through shares
Permanent differences and others
Total

Mouvements d'impôts différés

Movement of deferred income tax

	1^{er} septembre / September 1, 2022	Profit ou perte / Profit or loss	31 août / August 31, 2023	
	\$	\$	\$	
Actifs d'exploration et d'évaluation	(1 235 444)	(276 011)	(1 511 454)	Exploration and evaluation assets
Frais d'émission d'actions et d'unités	54 990	927	55 917	Share issuance costs
Immobilisations	19 658	34 277	53 935	Fixed assets
Perte autre qu'en capital	1 160 796	240 807	1 401 602	Non capital losses
	-	-	-	
Reprise des autres éléments de passif des actions accréditives	-	(378 222)	-	Recovery of liabilities related to flow-through shares
Recouvrement (dépenses) de l'impôt différé durant l'année	-	(378 222)	-	Deferred income tax recovery (expense) of the year

	1^{er} septembre / September 1, 2021	Profit ou perte / Profit or loss	31 août / August 31, 2022	
	\$	\$	\$	
Actifs d'exploration et d'évaluation	(867 857)	(367 587)	(1 235 444)	Exploration and evaluation assets
Frais d'émission d'actions et d'unités	77 232	(22 242)	54 990	Share issuance costs
Immobilisations	-	19 658	19 658	Fixed assets
Perte autre qu'en capital	790 625	370 171	1 160 796	Non capital losses
	-	-	-	
Reprise des autres éléments de passif des actions accréditives	-	(630 416)	-	Recovery of liabilities related to flow-through shares
Recouvrement (dépenses) de l'impôt différé durant l'année	-	(630 416)	-	Deferred income tax recovery (expense) of the year

9. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS (suite)

Au 31 août 2022 et 2023, les différences temporaires déductibles pour lesquelles la Société n'a pas reconnu d'actif d'impôt différé sont les suivantes :

	<u>31 août / August 31 2023</u>	
	<u>Fédéral / Federal</u>	<u>Québec / Quebec</u>
	\$	\$
Immobilisations	-	-
Pertes autre en capital	147 191	391 278
	<u>147 191</u>	<u>391 278</u>

La capacité à réaliser des avantages fiscaux dépend d'un certain nombre de facteurs, y compris la rentabilité future des opérations. Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de l'actif.

Par conséquent, certains actifs d'impôts différés n'ont pas été comptabilisés, ces actifs d'impôts différés non reconnus sont de 67 075 \$ au 31 août 2023 (7 748 \$ au 31 août 2022).

Au 31 août 2023, la Société dispose des pertes autres qu'en capital suivantes qui sont disponibles pour réduire les impôts sur le résultat des périodes futures, pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé dans l'état de la situation financière et qui peuvent être reportées sur les années suivantes :

	<u>Fédéral / Federal</u>	<u>Québec / Quebec</u>
	\$	\$
2041	<u>147 191</u>	<u>391 278</u>

10. INFORMATIONS ADDITIONNELLES - FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des éléments du fonds de roulement se détaille comme suit :

	<u>31 août / August 31 2023</u>
	\$
Taxes à recevoir	259 098
Subvention à recevoir	13 415
Frais payés d'avance	22 636
Comptes créditeurs et charges à payer	332 212
Total	<u>627 361</u>

La Société a conclu les transactions suivantes qui n'ont pas d'impact sur la trésorerie :

	<u>31 août / August 31 2023</u>
	\$
Frais d'exploration et d'évaluation inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer	13 763

11. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent des sociétés liées et les principaux dirigeants.

Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales, et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie.

9. INCOME TAX (continued)

As at August 31, 2022 and 2023, deductible timing differences for which the Company has not recognized deferred tax asset are as follows:

	<u>31 août / August 31 2022</u>		
	<u>Fédéral / Federal</u>	<u>Québec / Quebec</u>	
	\$	\$	
	29 237	29 237	Property and equipment
	-	-	Non-capital losses
	<u>29 237</u>	<u>29 237</u>	

The ability to realize the tax benefits is dependent upon a number of factors, including the future profitability of operations. Deferred tax assets are recognized only to the extent that it is probable that sufficient taxable profits will be available to allow the asset to be recovered.

Accordingly, some deferred tax assets have not been recognized, these deferred tax assets not recognized equal an amount of \$67,075 as at August 31, 2023 (\$7,748 as at August 31, 2022).

As at August 31, 2023, the Company has the following non-capital losses which are available to reduce income taxes in future periods, for which no deferred tax assets have been recognized in the statement of financial position, that can be carried over the following years:

10. ADDITIONAL INFORMATION - CASH FLOWS

The net change in working capital items is detailed as follows:

	<u>31 août / August 31 2022</u>	
	\$	
	65 699	Tax receivable
	(13 415)	Grant receivable
	14 786	Prepaid expenses
	(48 228)	Accounts payables and accrued liabilities
Total	<u>18 842</u>	Total

The net change in working capital items is detailed as follows:

	<u>31 août / August 31 2022</u>	
	\$	
Frais d'exploration et d'évaluation inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer	931 039	Exploration and evaluation assets in accounts payables and accrued liabilities

11. RELATED PARTY TRANSACTIONS

The related parties of the Company include related companies and key management personnel.

Unless otherwise stated, none of the transactions incorporated special terms and conditions and no guarantees were given or received. Outstanding balances are generally settled in cash.

La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes:

11.1 Rémunération des membres clés de la direction

	<u>31 août / August 31 2023</u>
	\$
Honoraires professionnels	80 600
Honoraires de consultation	169 565
Indemnité de départ	375 000
Salaires et charges sociales	22 970
Paiement à base d'actions	<u>94 182</u>
Rémunération totale	<u>742 317</u>

Pour l'exercice terminé le 31 août 2023, une indemnité de départ d'un montant de 375 000 \$ est payable à l'ancien Président et Chef de la direction en vertu d'une entente.

12. POLITIQUES ET PROCÉDURES DE GESTION DU CAPITAL

Au 31 août 2023, le capital de la Société se compose de capitaux propres d'un montant de 12 405 998 \$. L'objectif de gestion du capital de la Société est de s'assurer qu'elle dispose d'un capital suffisant pour rencontrer ses obligations d'exploration et ainsi assurer la croissance de ses activités et de s'assurer de poursuivre ses activités. Elle a également pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de liquidités pour financer ses frais d'exploration et d'évaluation, ses activités d'investissement et ses besoins en fonds de roulement. Il n'y a pas eu de changement significatif concernant l'approche de politique de gestion du capital au cours de l'exercice terminé le 31 août 2023.

La Société finance ses activités d'exploration principalement en recherchant des capitaux supplémentaires au moyen soit de placements privés, soit de placements publics.

La Société est soumise à des exigences réglementaires relativement à l'utilisation de fonds levés par financement accordé, ceux-ci devant obligatoirement être dépensés en frais d'exploration admissibles. La Société n'a pas de politiques de dividendes.

13. RISQUES DÉCOULANTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques relativement aux instruments financiers. Les principaux types de risques auxquels la Société est exposée sont le risque de crédit et le risque de liquidité.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La trésorerie est le principal instrument financier de la Société qui est potentiellement assujettis au risque de crédit. Le risque de crédit sur la trésorerie est limité puisque les parties contractantes sont des institutions financières ayant des cotes de crédit élevées attribuées par des agences de crédit internationales. Par conséquent, la Société ne s'attend pas à ce que les contreparties manquent à leurs obligations. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société face au risque de crédit.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'encaisse et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement suffisantes. La Société établit des prévisions budgétaires afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations.

Tous les comptes créditeurs et charges à payer viennent à échéance dans moins de trois mois.

The key management personnel compensation includes the following expenses:

11.1 Remuneration of key management personnel

	<u>31 août / August 31 2022</u>	
	\$	
	257 535	Professional fees
	66 750	Consulting fees
	-	Severance payment
	-	Salaries and benefits
	<u>203 526</u>	Share-based payments
Rémunération totale	<u>527 811</u>	Total remuneration

For the year ended August 31, 2023, a severance payment for an amount of \$375,000 is payable to the former President and Chief Executive Officer as part of an agreement.

12. POLICIES AND PROCESSES FOR MANAGING CAPITAL

As at August 31, 2023, the capital of the Company consists of equity amounting to \$12,405,998. The Company's capital management objective is to have sufficient capital to be able to meet its exploration and mining development plan in order to ensure the growth of its activities and to ensure to pursue its activities. It has also the objective to have sufficient cash to finance its exploration and evaluation expenses, the investing activities and the working capital requirements. There were no significant changes in the Company's approach to capital management during the year ended August 31, 2023.

The Company finances its exploration activities primarily seeking additional capital either through private placements or public offerings.

The Company is subject to regulatory requirements related to the use of funds obtained by flow-through shares financing. These funds must be incurred for eligible exploration expenses. The Company has no dividend policy.

13. FINANCIAL INSTRUMENT RISKS

The company is exposed to various risks in relation to financial instruments. The main types of risks the Company is exposed to are credit risk and liquidity risk.

a) Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument fails to meet its obligation and causes the other party to incur a financial loss. Financial instrument which potentially expose the Company to credit risk mainly consists of cash. The credit risk on cash is limited because the counterparties are banks with high credit ratings assigned by international credit-rating agencies. Therefore, the Company does not expect any treasury counterparties to fail in respecting their obligations. The carrying value of the financial assets represents the Company's maximum exposure to credit risk.

b) Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Company will not be able to meet the obligations associated with its financial liabilities. Liquidity risk management serves to maintain a sufficient amount of cash and to ensure that the Company has sufficient financing sources. The Company establishes budgets to ensure it has the necessary funds to fulfill its obligations.

All accounts payable and accrued liabilities expire in less than three months.

13. RISQUES DÉCOULANTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Lorsque la contrepartie choisit le moment où le montant sera payé, le passif est inclus à la première date à laquelle le paiement peut être exigé.

Au 31 août 2023, le fonds de roulement est de 1 461 334 \$ (1 111 228 \$ au 31 août 2022). Afin de pouvoir continuer ses opérations, la Société aura à trouver du financement supplémentaire dans les 6-12 prochains mois et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

14. EVENTUALITÉS

Actions accréditatives

La Société est financée en partie par l'émission d'actions accréditatives et, en vertu de règles fiscales relatives à ce type de financement, la Société s'est engagée à réaliser des travaux d'exploration minière à la première des deux dates suivantes :

- Deux ans suivant les placements accréditifs ;
- Un an après que la Société ait renoncé aux déductions fiscales relatives aux travaux d'exploration.

Les engagements à effectuer des travaux d'exploration qui ne sont pas respectés sont soumis à un taux d'imposition combiné de 30 % (Canada et Québec).

Cependant, il n'existe aucune garantie à l'effet que ces dépenses d'exploration seront admissibles à titre de frais d'exploration au Canada, même si la Société s'est engagée à prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard. Le refus de certaines dépenses par l'administration fiscale pourrait avoir un impact fiscal négatif pour les investisseurs.

Au 31 août 2023, la Société a un solde de dépenses admissibles de 387 978 \$ pour lequel elle est tenue de remplir ses engagements dans les délais prévus.

15. ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 12 septembre 2023, la Société a prolongé les dates d'expiration des 5 460 000 bons de souscription venant à échéance le 13 septembre 2023 au 13 mars 2024 et des 3 516 666 bons de souscription venant à échéance le 15 septembre 2023 au 15 mars 2024. Chaque bon de souscription permet au détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix d'exercice de 0,20 \$ par action.

Le 11 octobre 2023, la Société a octroyé 400 000 options à un consultant. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,06 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions seront acquises selon le calendrier d'acquisition suivant à compter de la date d'octroi : 25% immédiatement, 25% après six mois, 25% après 12 mois et 25% après 18 mois.

Le 6 novembre 2023, la Société a octroyé 1 250 000 options à des administrateurs et un dirigeant. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,09 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions seront acquises selon le calendrier d'acquisition suivant à compter de la date d'octroi : 25% immédiatement, 25% après six mois, 25% après 12 mois et 25% après 18 mois.

Le 27 novembre 2023, la Société a octroyé 175 000 options à un consultant pour des services de relations aux investisseurs. Chaque option donne droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 0,09 \$ par action ordinaire, pour une période de 5 ans à compter de la date d'octroi. Les options d'achat d'actions seront acquises selon le calendrier d'acquisition suivant à compter de la date d'octroi : 25% après trois mois, 25% après six mois, 25% après 12 mois et 25% après 18 mois.

13. FINANCIAL INSTRUMENT RISKS (continued)

When the counterparty has a choice of when an amount is paid, the liability has been included on the earliest date on which payment can be required.

As at August 31, 2023, the working capital is \$1,461,334 (\$1,111,228 as at August 31, 2022). In order to continue its operation, the Company will have to raise additional funds within the next 6-12 months and despite the fact it has been successful in the past, there is no guarantee for the future.

14. CONTINGENCIES

Flow-through shares

The Company is partially financed through the issuance of flow-through shares and, according to tax rules regarding this type of financing, the Company is engaged in realizing mining exploration work on the first of the following two dates:

- Two years following the flow-through placements;
- One year after the Company has renounced the tax deductions relating to the exploration work.

Commitments to carry out exploration work that are not respected are subject to a combined rate of 30 % (Canada and Québec).

However, there is no guarantee that the Company's exploration expenses will qualify as Canadian exploration expenses, even if the Company is committed to taking all the necessary measures in this regard. Refusal of certain expenses by the tax authorities would have negative tax impact for investors.

As at August 31, 2023, the Company has a balance of \$387,978 of eligible exploration expenses and management is required to fulfill its commitments within the stipulated deadline.

15. SUBSEQUENT EVENTS

On September 12, 2023, the Company extended the expiry dates of the 5,460,000 warrants expiring on September 13, 2023 to March 13, 2024 and the 3,516,666 warrants expiring on September 15, 2023 to March 15, 2024. Each warrant entitles the holder to acquire one common share of the Company at a price of \$0.20 per share.

On October 11, 2023, the Company granted 400,000 options to a consultant. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.06 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options shall vest according to the following vesting schedule from the date of issue: 25% immediately, 25% after six months, 25% after 12 months and 25% after 18 months from date of issue.

On November 6, 2023, the Company granted 1,250,000 options to directors and an officer. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.09 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options shall vest according to the following vesting schedule from the date of issue: 25% immediately, 25% after six months, 25% after 12 months and 25% after 18 months from date of issue.

On November 27, 2023, the Company granted 175,000 options to a consultant for investor relation services. Each option entitles its holder to subscribe to one common share of the Company at a price of \$0.09 per common share, for a period of 5 years from the date of grant. These options shall vest according to the following vesting schedule from the date of issue: 25% after three months, 25% after six months, 25% after 12 months and 25% after 18 months from date of issue.